



DOCUMENT D'OBJECTIFS

Zone de Protection Spéciale n°9112031

« *Camp des Garrigues* »

CHARTRE NATURA 2000



Version provisoire – COPIL du 24 novembre 2014



Sommaire

5.7. Charte Natura 2000	3
5.7.1 Présentation générale	3
5.7.2 Rappel de la réglementation en vigueur	4
5.7.3 Recommandations et engagements sur la ZPS « camp des Garrigues ».....	6
5.7.3.1 Engagements généraux	6
5.7.3.2 Engagements sur les milieux forestiers	7
5.7.3.3 Engagements sur les milieux herbacés naturels et garrigue	8
5.7.3.4 Engagements sur les cours d'eau, mares temporaires et lavognes	8
5.7.3.5 Engagements sur l'activité militaire	9
5.7.3.7 Engagements sur l'activité chasse	9
ANNEXE 1 : Déclaration d'adhésion à une charte Natura 2000	11
ANNEXE 2 : Liste des espèces végétales envahissantes en Languedoc-Roussillon	21

5.7. Charte Natura 2000

5.7.1 Présentation générale

Le réseau Natura 2000 a été créé à l'initiative de l'Union Européenne en 1992 lors du « Sommet de la Terre » à Rio de Janeiro. Il découle de la **Directive « Oiseaux » (1979)** et de la **Directive « Habitats » (1992)** et rassemble les sites naturels présentant des habitats, des espèces faunistiques et floristiques rares ou menacées à l'échelle européenne. L'objectif du réseau Natura 2000 est d'assurer la pérennité ou, le cas échéant, le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des populations d'espèces de la Directive Habitats, ainsi que des oiseaux et de leurs habitats de la Directive Oiseaux.

Le Document d'Objectifs définit les orientations de gestion et de conservation d'un site Natura 2000, ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats ou des espèces ayant justifié la désignation du site.

Le Docob de la ZPS « camp des Garrigues » est consultable auprès de la structure animatrice ou des services instructeurs (DREAL Languedoc-Roussillon, DDTM du Gard).

Il existe deux outils contractuels permettant la mise en œuvre du document d'objectifs : le contrat Natura 2000 et la charte Natura 2000.

La **charte Natura 2000** est constituée d'une liste d'engagements et de recommandations qui permettront de répondre aux enjeux du site Natura 2000, répartis en trois catégories :

- Engagements et recommandations d'ordre général pour l'ensemble du site
- Engagements et recommandations concernant les milieux naturels
- Engagements et recommandations concernant les activités socio-économiques

Toute personne physique ou morale, publique ou privée, titulaire de droits réels ou personnels sur le territoire (propriétaire ou ayant-droit), ainsi que tout usager du site (individuel ou structures collectives) peut y adhérer. Le signataire de la charte s'engage volontairement pour une **période de 5 ans**, sur tout ou une partie d'une propriété et/ou activité.

L'adhésion à la charte Natura 2000 n'entraîne pas de surcoût de gestion pour le signataire et par conséquent aucune rémunération n'est prévue dans le DOCOB. Cependant, le signataire peut bénéficier de certains avantages fiscaux ou financements publics :

- Exonération de la **taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)** pour les parcelles engagées, conformément à l'article 1395E du Code Général des Impôts
- Selon l'article L 8 IV du code forestier, l'adhésion à la charte permet au signataire de justifier de **garanties de gestion durable des bois et forêts** sur les sites Natura 2000, pour les boisements dotés d'un plan simple de gestion
- Exonération de **¾ des droits de mutation** pour certaines **successions et donations** selon l'article 793 du Code Général des Impôts

- Déduction du **revenu net imposable des charges de propriétés rurales**, dans l'éventualité de travaux de restauration et de gros entretien

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM 30) est chargée du suivi administratif et du contrôle des dossiers pour le département du Gard.

Les **recommandations** de gestion ne sont pas soumises à contrôle et relèvent plus de conseils de bonne conduite, contrairement aux **engagements** (article L.414-12-1 du code de l'Environnement). En cas de non-respect des engagements, la charte ainsi que les avantages fiscaux sont suspendus par le préfet.

La signature de la charte Natura 2000 est un engagement volontaire qui atteste de la prise en compte par l'adhérent de la fragilité et de la richesse patrimoniale du site, ainsi que de la volonté de protéger ce patrimoine commun en respectant de bonnes pratiques.

Le formulaire d'adhésion à la Charte Natura 2000 ainsi que la notice d'information sont disponibles en [ANNEXE 1](#). Ces documents sont également disponibles auprès de la DDTM ou de la structure animatrice du document d'objectifs.

5.7.2 Rappel de la réglementation en vigueur

La présente charte ne se substitue pas à la législation en vigueur dans les espaces naturels. La liste qui suit n'est pas exhaustive et concerne les dispositifs réglementaires en vigueur sur le massif et les gorges du Gardon ainsi que sur les terrains militaires qu'il a semblé pertinent de rappeler.

Protection de la nature

La loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature interdit toute destruction ou prélèvement des espèces protégées et de leurs habitats.

Déchets

L'abandon de déchets en espace naturel est interdit par la loi (article L. 541-1 du Code de l'Environnement).

Véhicules motorisés

D'après la loi n°91-2 du 3 janvier 1991, la circulation de tout véhicule motorisé est interdite dans les espaces naturels en-dehors des chemins ouverts à la circulation publique.

Loi sur les sites et monuments naturels

La loi du 2 mai 1930 (à ce jour intégrée au code de l'environnement) concerne « les monuments naturels et les sites dont la conservation présente un intérêt général au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque ». A ce titre, le territoire comporte un site classé formé de l'ensemble des gorges du Gardon, du Pont du Gard et des garrigues nîmoises, sur

lequel il ne peut y avoir de destruction ou modification sans l'accord préalable de la Commission départementale des sites. Le camping sauvage et l'affichage publicitaire y sont interdits. D'autre part il existe un site inscrit (Gouffre de l'Espeluca, également compris dans le périmètre du site classé), sur lequel tout projet de travaux doit être signalé à l'administration au minimum 4 mois à l'avance.

Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope

Trois secteurs sur les gorges du Gardon (dont 2 sur la ZPS « camp des Garrigues ») bénéficient d'un Arrêté de Protection de Biotope (articles L. 211-1 et L. 211-2 du code rural) permettant d'assurer la protection des sites de nidification de l'Aigle de Bonelli. Il est strictement interdit de pénétrer dans ces zones du 15 janvier au 30 juin.

Gestion forestière et prévention des incendies

L'Office National des Forêts est gestionnaire des forêts communales bénéficiant du régime forestier. Des pistes d'accès au massif sont réservées aux véhicules d'intervention et de surveillance dans le cadre du dispositif de Défense des Forêts contre l'Incendie (D.F.C.I.). Dans ce but, certaines zones sont débroussaillées et des citernes sont positionnées dans des endroits stratégiques.

Afin de limiter le risque d'incendie dans les espaces naturels sensibles, l'arrêté préfectoral n° 2004-104 7 du 13 avril 2004 interdit de d'allumer un feu à moins de 200 mètres de landes, bois et garrigues. Le dépôt de détritus est également proscrit.

Chasse

Les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse sont soumises à arrêté préfectoral dans les zones autorisées ainsi qu'au règlement de la chasse sur le camp militaire des Garrigues, sous réserve de la possession d'un permis de chasse.

Camp militaire

L'intégralité du domaine militaire est strictement interdite au public. Seules les personnes ou organismes bénéficiant d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) en cours de validité sont admises à l'intérieur du camp après contact avec le Bureau tirs.

5.7.3 Recommandations et engagements sur la ZPS « camp des Garrigues »

Tout adhérent de la charte s'engage à respecter les préconisations générales définies en 5.7.3.1, portant sur l'ensemble des parcelles incluses dans le site Natura 2000.

5.7.3.1 Engagements généraux

Cette liste est applicable sur l'ensemble du site Natura 2000 indépendamment du type de milieu et d'activité.

RECOMMANDATIONS
<ul style="list-style-type: none"> • Prendre connaissance des enjeux environnementaux présents sur les parcelles engagées auprès de la structure animatrice ou d'autres acteurs engagés dans la démarche Natura 2000 • Informer la structure animatrice du site Natura 2000 de toute dégradation du milieu constatée sur le site, de l'apparition d'espèces envahissantes ou de dépôt de déchets • Garantir l'intégration paysagère et la réversibilité des éventuels équipements • Limiter l'utilisation de produits phytosanitaires • Signaler à la structure animatrice tous projets de travaux ou changement de pratique pouvant nuire à la biodiversité • Utiliser de préférence des huiles biodégradables dans les engins utilisés lors d'interventions en milieu naturel

ENGAGEMENTS	
<input type="checkbox"/> Je m'engage à :	Point de contrôle
<ul style="list-style-type: none"> • Ne pas introduire de plantes envahissantes (voir liste en ANNEXE 2) ni d'espèces animales exogènes 	<i>Absence de plantation récente, absence de constat de présence de faune exogène</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Autoriser l'accès des parcelles engagées à la structure animatrice et aux experts (désignés par le préfet ou la structure animatrice) afin qu'ils puissent réaliser inventaires et suivi de l'état de conservation des habitats et des espèces. La structure animatrice préviendra le signataire à l'avance de ces visites et l'informerait des résultats. Pour la partie militaire de la ZPS, la structure animatrice se mettra en lien avec le Bureau tirs pour connaître les opérations en cours et les zones accessibles. 	<i>Communication entre la structure animatrice et le signataire de la charte, bilan d'activités annuel</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Informer tout prestataire ou intervenant extérieur sur les parcelles engagées dans la charte des recommandations et engagements prévus par celle-ci 	<i>Signature de la charte ou mention de celle-ci dans d'éventuels contrats passés avec le prestataire</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Informer ses mandataires des engagements auxquels il 	<i>Document attestant que le</i>

<p>souscrit et modifier les mandats lors de leur renouvellement afin de les rendre conformes aux engagements souscrits dans la charte</p> <ul style="list-style-type: none"> Lorsqu'une ou plusieurs espèces animales protégées et sensibles rares ont été localisées sur une ou plusieurs des parcelles contractualisées, et que cela nécessite une protection particulière : respecter et faire respecter une zone de tranquillité localisée autour du nid durant la période de sensibilité de l'espèce concernée (dates et périmètre de quiétude à définir avec la structure animatrice). 	<p><i>propriétaire a informé ses mandataires des engagements souscrits</i></p> <p><i>Contrôle sur le terrain</i></p>
---	--

5.7.3.2 Engagements sur les milieux forestiers

RECOMMANDATIONS
<ul style="list-style-type: none"> Conserver les éléments intéressants en termes de biodiversité : arbres morts, points d'eau... Privilégier les coupes et les travaux à partir de septembre et jusqu'à mi-mars (hors période de nidification de la majorité des espèces) Quand la forêt est pâturée, limiter au maximum l'utilisation de vermifuge impactant les invertébrés

ENGAGEMENTS	
<input type="checkbox"/> Je m'engage à :	Point de contrôle
<ul style="list-style-type: none"> Etablir un document de gestion de la forêt intégrant les préconisations du DOCOB dans un délai de trois ans à compter de la date de validation du Docob. Le document de gestion entraîne une garantie ou présomption de garantie de gestion durable au sens de l'article L124-3 du code forestier. 	<p><i>Existence d'un document de gestion en cours de validité cohérent avec le document d'objectifs</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> Adapter la réalisation de travaux forestiers dans les zones à enjeux ornithologiques (périmètres de quiétude des sites de reproduction du Circaète Jean-le-Blanc), en accord avec l'animateur du site Natura 2000. De façon générale, il est préférable ne pas réaliser de coupe de début mars à fin juillet pour respecter la tranquillité des espèces en période de reproduction. 	<p><i>Absence de constat de travaux destructeurs</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> Ne pas intervenir dans la ripisylve en-dehors des mesures préconisées dans le cadre des plans de gestion 	<p><i>Absence de coupe ou aménagements non autorisés sur la ripisylve</i></p>

5.7.3.3 Engagements sur les milieux herbacés naturels et garrigue

RECOMMANDATIONS	
<ul style="list-style-type: none"> Favoriser le pâturage extensif, pratique permettant de maintenir ou de restaurer les habitats d'intérêt communautaire Privilégier les traitements biologiques sur le bétail, raisonner l'utilisation de vermifuges (éviter les produits polyvalents et produits à base d'ivermectine, ne traiter que les animaux malades...) 	

ENGAGEMENTS	
<input type="checkbox"/> Je m'engage à :	Point de contrôle
<ul style="list-style-type: none"> Ne pas détruire ou dégrader les milieux de pelouse et prairies naturelles 	<i>Absence de traces de destruction du sol et de la végétation</i>
<ul style="list-style-type: none"> Ne pas réaliser de boisement, sauf accord de la DDTM 	<i>Absence de plantation d'arbres</i>
<ul style="list-style-type: none"> Ne pas utiliser de désherbant chimique et privilégier un débroussaillage mécanique léger (fauche, girobroyage) 	<i>Absence visuelle de désherbage chimique sur la végétation</i>

5.7.3.4 Engagements sur les cours d'eau, mares temporaires et lavognes

RECOMMANDATIONS	
<ul style="list-style-type: none"> Ne pas combler les mares et lavognes Limiter le passage d'engins d'exploitation sur les berges 	

ENGAGEMENTS	
<input type="checkbox"/> Je m'engage à :	Point de contrôle
<ul style="list-style-type: none"> Maintenir tous les points d'eau sur la parcelle (mares, fossés, lavognes...) ; ne pas détruire les mares, lavognes et autres points d'eau permanents ou temporaires 	<i>Constat de présence et état de conservation des habitats aquatiques</i>
<ul style="list-style-type: none"> Ne pas drainer et assécher les zones humides 	<i>Absence de drainage et d'assèchement des zones humides</i>
<ul style="list-style-type: none"> Conserver le couvert végétal herbacé et/ou arbustif en bordure des mares et des cours d'eaux, sauf avis contraire de la structure animatrice 	<i>Vérification sur place de l'état de conservation des bordures de cours d'eaux, mares et lavognes</i>

5.7.3.5 Engagements sur l'activité militaire

RECOMMANDATIONS
<ul style="list-style-type: none"> • Adopter des comportements et des pratiques respectueux (ses) de la faune sauvage (pas de perturbation intentionnelle...) • Limiter au maximum l'usage de produits chimiques (préférer un entretien manuel ou mécanique) • Effectuer les travaux d'entretien en-dehors des périodes de nidification des oiseaux (période sensible : début mars à fin juillet pour la majorité des espèces) • Informer la structure animatrice de toute anomalie constatée sur les espèces et les milieux • Former et informer les militaires de passage aux enjeux environnementaux présents sur la ZPS camp des Garrigues

ENGAGEMENTS	
<input type="checkbox"/> Je m'engage à :	Point de contrôle
<ul style="list-style-type: none"> • Ne pas réaliser de désherbage chimique à l'exception des obligations de l'activité militaire 	<i>Constat sur place de l'absence de destruction</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Ne pas assécher ni dévier les cours d'eaux permanents ou temporaires 	<i>Absence de drainage</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à ce que les munitions non utilisées ne soient pas laissées sur place 	<i>Absence de munitions récentes à l'abandon</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Informer et prendre l'avis de la structure animatrice avant toute intervention susceptible de détruire des milieux naturels (création d'un champ de tir, ouverture d'une piste...) 	<i>Communication avec la structure animatrice</i>

5.7.3.7 Engagements sur l'activité chasse

RECOMMANDATIONS
<ul style="list-style-type: none"> • Adopter des comportements et des pratiques respectueux (ses) de la faune sauvage • Ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur les cultures à gibier • Favoriser les lâchers d'espèces endémiques pour les repeuplements • Améliorer la formation des adhérents à l'identification, la biologie, l'écologie et aux enjeux de conservation des espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site Natura 2000 • Favoriser des prélèvements raisonnables ne compromettant pas l'avenir des espèces • Dénoncer toute destruction d'espèce protégée • Assurer le rôle de sentinelle du bon état sanitaire de la faune sauvage

ENGAGEMENTS	
□ Je m'engage à :	Point de contrôle
<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à ce que les cartouches vides ne soient pas laissées sur place • Participer aux réunions de concertation avec les acteurs locaux • Entretenir les aménagements faunistiques existants • Ne pas réaliser d'agrainage sauf dans le cas de procédures autorisées dans le cadre du Schéma Départemental de Gestion Cynégétique • Avertir et prendre conseil auprès de la structure animatrice de tout nouveau projet d'aménagement cynégétique (miradors, culture à gibier, garenne, point d'eau...) • Favoriser la mise en place de méthode et/ou d'outils de suivi des prélèvements et des populations, tel que prévu dans le cadre du Schéma Départemental de Gestion Cynégétique 	<p><i>Absence de cartouches récentes à l'abandon</i></p> <p><i>Constat de participation aux concertations</i></p> <p><i>Constat d'entretien des aménagements</i></p> <p><i>Absence d'agrainoirs non autorisés, intégration de la clause d'interdiction de nourrissage dans les parcelles concernées au niveau du bail de chasse en vigueur</i></p> <p><i>Communication entre la société de chasse et la structure animatrice</i></p> <p><i>Retour systématique des documents de suivi remplis</i></p>

mise à jour : le 13/09/2010

EN APPLICATION :

- ## IDENTIFICATION DE L'ADHERENT

[illegible]

Page 1 sur 7

(Si plusieurs utilisateurs souhaitent adhérer conjointement au propriétaire sur les différentes parcelles engagées, identifier les adhérents en complétant le paragraphe ci-dessous et l'annexe 1)

4 L'adhérent doit être en mesure de fournir une attestation de pouvoir du signataire, et lorsque nécessaire, une délibération de l'organe compétent. Ces pièces ne sont pas exigées au moment de la constitution du dossier mais peuvent être demandées ultérieurement par la DDT(M).

ENGAGEMENTS DE L'ADHERENT

Je déclare adhérer à la charte Natura 2000
pour une durée de :

☐ 5 ans
charte,

☐ dans le cas où je suis cessionnaire de terrains sur lesquels le cédant avait signé une
jusqu'au _____

à compter de la date d'accusé de réception du dossier complet d'adhésion par la DDT(M).

Je m'engage (nous nous engageons) :

- A respecter les engagements généraux qui concernent tout le site Natura 2000
- A respecter, pour les parcelles identifiées précédemment, l'ensemble des engagements concernant les milieux et les activités dont je suis utilisateur et titulaire des droits réels et personnels en tant que mandataire ou en tant que propriétaire (voir la liste des engagements figurant dans la charte)
- A informer la DDT(M) et le service fiscal départemental concernés en cas de cession pendant la durée d'engagement de tout ou partie des parcelles pour lesquelles des engagements ont été souscrits,
- A me soumettre à tout contrôle administratif et sur place prévus par la réglementation, à permettre l'accès de mes parcelles aux autorités compétentes pour les contrôles et à favoriser ces contrôles.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements concernant ma situation et concernant mon adhésion.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularités ou de non respect de mes (nos) engagements, mon adhésion (notre adhésion) peut être suspendue pour une durée qui ne peut excéder un an. Par conséquent, les exonérations fiscales dont je peux bénéficier au cours de ma période d'adhésion peuvent également être suspendues pour la même période.

EXONERATION DE LA TFPNB

☐ **Je demande (nous demandons)** à bénéficier de l'exonération sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) pour les parcelles dont la liste figure en annexe 2

Fait à _____ le _____

NOM : _____

Signature(s) de l'adhérent
(du représentant en cas de personnes morales)

Fait à _____ le _____

NOM : _____

Signature(s) de l'adhérent
(du représentant en cas de personnes morales)

PIECES FOURNIES

Pièces	Pièce jointe	Sans objet
Ce formulaire d'adhésion comporte __ pages « Annexe 1 » (identification des utilisateurs des parcelles en cas d'adhésion conjointe)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ce formulaire d'adhésion comporte __ pages « Annexe 2 » (liste des parcelles cadastrales concernées par l'adhésion, sur d'autres départements)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ce formulaire d'adhésion comporte __ pages « Annexe 3 » (signature des différents utilisateurs des parcelles en cas d'adhésion conjointe)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un plan de situation des parcelles, à une échelle 1/25000 ^{ième} ou plus précise, permettant de repérer les terrains concernés et le périmètre du site si les terrains sont en bordure du site	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un extrait de matrice cadastrale récent et un plan cadastral des parcelles engagées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un exemplaire de la charte du site, remplie, datée et signée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

TRANSMISSION DE VOTRE DECLARATION D'ADHESION

Une copie de votre déclaration d'adhésion (y compris l'ensemble des pièces jointes mentionnées ci-dessus) devra être transmise :

- A chaque direction départementale des Territoires et de la Mer (DDT/ DDTM) concernée par des parcelles engagées,
- A chaque service fiscal des départements concernés par les parcelles engagées, accompagnée de l'accusé réception de votre déclaration de la DDT(M) du département.

Pensez à conserver un exemplaire de votre déclaration.

Identifiant de la déclaration : _____

ANNEXE 2

LISTE DES PARCELLES CADASTRALES CONCERNEES PAR L'ADHESION, PAR DEPARTEMENT

(Si le formulaire d'adhésion concerne des parcelles localisées sur plusieurs départements, compléter également l'annexe 2 pour les autres départements concernés pour lesquelles l'adhérent ou les adhérents disposent de droits réels et personnels

Département : _____ | _ | _ | _ |

[illegible]

Département : _____ | _ | _ |

[illegible]

7 Section et numéro de la parcelle cadastrale

8 A compléter en cas d'adhésion conjointe, en remplissant pour une même parcelle cadastrale une ligne par mandat/mandataire

9 Section et numéro de la parcelle cadastrale

10 A compléter en cas d'adhésion conjointe, en remplissant pour une même parcelle cadastrale une ligne par mandat/mandataire

Identifiant de la déclaration :

--	--	--	--	--	--	--	--

ANNEXE 3

SIGNATURES DES DIFFERENTS UTILISATEURS DES PARCELLES EN CAS D'ADHESION CONJOINTE

Fait à _____ le _____

NOM : _____

Signature(s) de l'adhérent **utilisateur** des parcelles
Le cas échéant, si différent du propriétaire des parcelles
(du représentant en cas de personnes morales)

Fait à _____ le _____

NOM : _____

Signature(s) de l'adhérent **utilisateur** des parcelles
Le cas échéant, si différent du propriétaire des parcelles
(du représentant en cas de personnes morales)

Fait à _____ le _____

NOM : _____

Signature(s) de l'adhérent **utilisateur** des parcelles
Le cas échéant, si différent du propriétaire des parcelles
(du représentant en cas de personnes morales)

Fait à _____ le _____

NOM : _____

Signature(s) de l'adhérent **utilisateur** des parcelles
Le cas échéant, si différent du propriétaire des parcelles
(du représentant en cas de personnes morales)

Fait à _____ le _____

NOM : _____

Signature(s) de l'adhérent **utilisateur** des parcelles
Le cas échéant, si différent du propriétaire des parcelles
(du représentant en cas de personnes morales)

Fait à _____ le _____

NOM : _____

Signature(s) de l'adhérent **utilisateur** des parcelles
Le cas échéant, si différent du propriétaire des parcelles
(du représentant en cas de personnes morales)

Fait à _____ le _____




NOM : _____

Signature(s) de l'adhérent **utilisateur** des parcelles
Le cas échéant, si différent du propriétaire des parcelles
(du représentant en cas de personnes morales)

Fait à _____ le _____

NOM : _____

Signature(s) de l'adhérent **utilisateur** des parcelles
Le cas échéant, si différent du propriétaire des parcelles
(du représentant en cas de personnes morales)

 <p>LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p>	<h2 style="text-align: center;">NOTICE D'INFORMATION CHARTRE NATURA 2000</h2> <p style="text-align: center;">Cette notice présente les principaux points de la réglementation. Lisez-la avant de remplir la demande.</p> <p style="text-align: center;">SI VOUS SOUHAITEZ D'AVANTAGE DE PRÉCISIONS, CONTACTEZ LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER (DDT/DDTM) DE VOTRE DÉPARTEMENT.</p>
<p>MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	
<p>MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER</p>	<p>L'adhésion à une Charte Natura 2000 permet aux titulaires de droits réels et personnels de terrains situés dans un site Natura 2000 de marquer leur engagement en faveur de Natura 2000 en assurant une gestion « compatible » avec les objectifs du DOCOB (Document d'Objectif = document de gestion d'un site Natura 2000) sans pour autant signer un contrat Natura 2000.</p> <p>Ce dispositif contractuel, d'un niveau d'engagement moindre que celui du contrat Natura 2000, permet d'octroyer des avantages fiscaux et l'accès à certaines aides publiques.</p>
	
 <p>51445#01</p>	

CONDITIONS D'ADHESION

Qui peut adhérer à une Charte Natura 2000 ?

Tout titulaire de droits réels ou personnels portant sur des terrains inclus dans un site Natura 2000.

C'est-à-dire :

- Soit le propriétaire qui exploite lui-même le terrain concerné (en cas d'usufruit, le nu-propriétaire et l'usufruitier doivent tous deux s'engager à la réalisation des engagements souscrits).
- Soit la personne non propriétaire qui est qualifiée juridiquement pour intervenir et prendre les engagements mentionnés dans la charte (signataire d'un bail rural, d'une convention pluriannuelle d'exploitation, d'une convention de mise à disposition, d'une vente temporaire). Dans ce cas, le propriétaire du terrain doit également s'engager.

Quels sont les terrains concernés par la charte ?

Toutes les parcelles cadastrales appartenant à un site Natura 2000. Toutefois, un adhérent peut choisir d'engager seulement une partie de ses parcelles localisées dans le site Natura 2000.

Quelles sont les activités concernées ?

- Les activités de gestion courante du site (pratiques agricoles et sylvicoles)
- Les activités de loisirs (randonnée, chasse, escalade, sports d'eaux vives, pêche, voile...)

Durée d'adhésion

5 ans à compter de la date de l'accusé de réception du dossier complet par la DDT(M).
La durée de l'adhésion correspond à la durée d'engagement de l'adhérent.

Les contreparties de l'adhésion à une Charte Natura 2000

- Exonération de la Taxe sur le Foncier Non Bâti (TFNB) pour le propriétaire, pendant la durée d'adhésion. Le preneur peut demander, par accord amiable avec le propriétaire, le remboursement d'une partie des impôts fonciers. A défaut d'accord amiable, le bailleur bénéficiera d'une réduction de 4/5 de la taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties, pour les parcelles concernées par l'adhésion à la charte Natura 2000.
- Accès à certaines aides publiques et à d'autres exonérations fiscales (régime Monichon) dans le domaine forestier, puisque l'adhésion à une charte Natura 2000 constitue une « garantie de gestion durable » (condition d'accès aux aides et aux exonérations).

RAPPEL DE VOS ENGAGEMENTS

Pendant la durée d'adhésion, soit 5 ans :

- ① **Respecter les engagements qui vous concernent. Ainsi, si vous êtes propriétaire ou usager d'une parcelle correspondant à un milieu donné, il vous faut respecter l'ensemble des engagements listés dans la charte Natura 2000 pour ce milieu.**
- ② **Respecter les habitats et espèces ayant justifié la désignation du site Natura 2000**
- ③ **Se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation, et autoriser le contrôleur à pénétrer sur les parcelles concernées.**
- ④ **Informers la DDT(M) et les services fiscaux en cas de cession de tout ou partie des terrains pour lesquels des engagements ont été souscrits pendant la durée d'engagement.**

FORMULAIRE A COMPLETER ET EXONERATION DE LA TAXE SUR LE FONCIER NON BATI

Adhésion

Si vous êtes propriétaire et souhaitez adhérer à une charte Natura 2000 : il vous faut tout d'abord compléter la première page du formulaire d'adhésion avec vos coordonnées. L'ensemble des utilisateurs des parcelles concernées par l'adhésion doivent ensuite indiquer leurs coordonnées en page 2 (puis dans l'annexe 1 si la page 2 est insuffisante).

La page 2 du formulaire d'adhésion contient également une liste, pour un département donné, des parcelles engagées et des milieux correspondants à ces parcelles. Si vous êtes propriétaire de parcelles réparties sur plusieurs départements, il vous faudra établir plusieurs liste de parcelles engagées (une par département : complétez pour cela l'annexe 2).

Si vous n'êtes pas propriétaire des parcelles, vous ne pouvez pas adhérer seul à une charte Natura 2000. Votre propriétaire doit également compléter la partie qui le concerne dans le formulaire de déclaration d'adhésion, et signer le formulaire.

ATTENTION

La procédure pour adhérer à une charte Natura 2000 est de **déposer une copie de votre dossier de demande d'adhésion** (dossier = formulaire + annexes correspondantes + pièces jointes) **à chaque direction départementale des territoires et de la mer (DDT/DDTM)** des départements dans lesquels se situent les parcelles concernées par les engagements.

Principales pièces à joindre

Vous devez notamment fournir aux DDT(M) concernées, avec votre formulaire d'adhésion :

- un plan de situation des parcelles engagées à une échelle de 1/25 000^{ème}

ATTENTION

Afin de bénéficier de l'exonération de TFNB pour 5 ans, vous devez fournir à chaque service fiscal des départements concernés par les parcelles engagées les copies des documents suivants :

- Formulaire d'adhésion et annexes correspondantes et pièces jointes
- Accusé de réception de la DDT(M) correspondante.

Autres pièces qui peuvent être demandées lors d'un contrôle

- Attestation de pouvoir du représentant, pour les personnes morales, ou délibération de l'organe compétent,
- Mandats conférant à l'adhérent des droits réels ou personnels,
- Extrait de matrice cadastrale au nom du demandeur, ou attestation notariée de propriété, si la matrice cadastrale n'a pas été actualisée.

Rappel des délais.

Au 1^{er} septembre de chaque année, la DDT(M) communique aux services fiscaux la liste des parcelles pouvant bénéficier de l'exonération au 1^{er} janvier de l'année suivante.
La(les) déclaration(s) d'adhésion doi(ven)t donc parvenir aux DDT(M) au 15 août au plus tard, afin que vous puissiez bénéficier de l'exonération au 1^{er} janvier de l'année suivante.

LES CONTROLES ET LES CONSEQUENCES FINANCIERES EN CAS DE NON-RESPECT DE VOS ENGAGEMENTS.

Que l'adhésion à la charte donne ou non lieu à une contrepartie (exonération fiscale, accès à des aides publiques), cette adhésion est susceptible d'être contrôlée par des agents de la (des) DDT(M) concernée(s) par les parcelles engagées. Des contrôles sur place sont effectués après que vous en ayez été informé (au moins 48h à l'avance).

Le contrôle du respect de la charte porte sur tous les renseignements fournis et sur vos engagements.

Le contrôleur doit vérifier la véracité des éléments indiqués dans le formulaire d'adhésion, et vérifier que vous avez respecté les engagements souscrits. L'objet du contrôle n'est pas d'évaluer l'état de conservation des habitats et des espèces.

En cas d'anomalie constatée, la DDT(M) vous en informe et vous met en mesure de présenter vos observations.

Le refus de contrôle, la non conformité de votre demande ou le non respect de vos engagements peuvent entraîner la suspension de votre adhésion pour une durée qui ne peut excéder un an.

La DDT(M) informe l'administration fiscale de la suspension de l'adhésion.

Cession des parcelles pendant la durée des engagements

Si vous devenez propriétaire de parcelles qui étaient précédemment engagées, vous pouvez adhérer à la charte pour la période restant à courir de l'engagement initial. Dans ce cas, vous devez indiquer dans votre déclaration d'adhésion la date de fin de l'engagement souscrit par votre prédécesseur.

ANNEXE 2 : Liste des espèces végétales envahissantes en Languedoc-Roussillon

Espèces Végétales Exotiques Envahissantes en Languedoc-Roussillon e...

http://www.invmed.fr/liste_noire



Espèces Végétales Exotiques Envahissantes en Languedoc-Roussillon

Accueil

Liste noire des espèces exotiques envahissantes en Languedoc-Roussillon et Paca

Nom latin	Nom français	Liste	Score méditerranée	Type d'habitat	Niveau de risque	Date d'actualisation
<i>Acacia dealbata</i> Link	Mimosa d'hiver	Liste noire	31	terrestre	Risque fort	2003
<i>Acer negundo</i> L.	Erable negundo	Liste noire	34	terrestre berges	Risque fort	2007
<i>Agave americana</i> L.	Agave	Liste noire	29	terrestre	Risque fort	2007
<i>Alnus glandulosa</i> (Mill.) Swingle	Aletris glanduleux / Faux vernis du Japon	Liste noire	36	terrestre	Risque fort	2003
<i>Akebia quinata</i> (Houtt.) Decne.	Liane chocolat	Liste noire	30	terrestre	Risque fort	2009
<i>Ambrosia artemisiifolia</i> L.	Ambrosie à feuilles d'armoise	Liste noire	30	terrestre berges	Risque fort	2003
<i>Amorpha fruticosa</i> L.	Faux-indigo	Liste noire	31	terrestre berges	Risque fort	2003
<i>Anacardium occidentale</i> Brot.	Faux kapok	Liste noire	31	terrestre	Risque fort	2007
<i>Artemisia verlotiorum</i> Lamotte	Armoise des frères Verlot	Liste noire	35	terrestre berges	Risque fort	2007
<i>Arundo donax</i> L.	Canne de Provence	Liste noire	34	terrestre	Risque fort	2007
<i>Aster novi-belgii</i> gr.	Aster d'Automne / Aster des jardins	Liste noire	35	terrestre	Risque fort	2007
<i>Baccharis halimifolia</i> L.	Sénégon en arbre	Liste noire	35	terrestre	Risque fort	2003
<i>Buddleja davidii</i> Franchet	Arbre aux papillons / Buddleja du père David	Liste noire	36	terrestre	Risque fort	2003
<i>Carpobrotus edulis</i> (L.) N.E. Br.	Griffes de sorcières	Liste noire	31	terrestre	Risque fort	2003
<i>Carpobrotus edulis</i> (L.) N.E. Br.	Griffes de sorcières	Liste noire	31	terrestre	Risque fort	2003
<i>Cortaderia selloana</i> (Schultes & Schultes) Ascherson	Herbe de la Pampa	Liste noire	34	terrestre	Risque fort	2003
<i>Elaeagnus angustifolia</i> L.	Olivier de Bohême	Liste noire	28	terrestre	Risque fort	2007
<i>Hakea sericea</i>		Liste noire	34	terrestre	Risque fort	2009
<i>Helianthus tuberosus</i> L.	Topinambour	Liste noire	33	terrestre	Risque fort	2007
<i>Heracleum mantegazzianum</i>	Berce du Caucase	Liste noire	30	berges	Risque fort	2009
<i>Impatiens glandulifera</i> Royle	Balsamine de l'Himalaya / Balsamine géante	Liste noire	31	berges	Risque fort	2003
<i>Lonchocarpus japonica</i> Thunberg	Chèvrefeuille du Japon	Liste noire	34	terrestre	Risque fort	2007
<i>Ludwigia grandiflora</i> (Michaux) Greuter & Burdet	Jussie à grandes fleurs	Liste noire	30	aquatique	Risque fort	2003
<i>Ludwigia peploides</i> (Kunth) P. H. Raven	Jussie	Liste noire	30	aquatique	Risque fort	2003

Nom latin	Nom français	Liste	Score méditerranée	Type d'habitat	Niveau de risque	Date d'actualisation
<i>Opuntia ficus-indica</i>	Figuier de Barbarie	Liste noire	34	terrestre	Risque fort	2007
<i>Opuntia stricta</i> (Haworth) Haworth	Figuier de barbarie	Liste noire	34	terrestre	Risque fort	2007
<i>Passiflora coerulea</i>	Passiflore bleue / Fleur de la Passion	Liste noire	28	terrestre	Risque fort	2009
<i>Periploca graeca</i> L.	Bourreau des arbres	Liste noire	30	Berges	Risque fort	2010
<i>Phyllis filiformis</i> (Schreider) Melik	Lippia	Liste noire	34	Terrestre	Risque fort	2007
<i>Reynoutria japonica</i> Houtt.	Renouée du Japon	Liste noire	34	berges	Risque fort	2007
<i>Robinia pseudoacacia</i> L.	Robinier faux-acacia	Liste noire	34	terrestre	Risque fort	2003
<i>Senedio inaequidens</i> DC.	Sénégon du Cap	Liste noire	30	Terrestre	Risque fort	2003
<i>Tamarix ramosissima</i>	Tamaris d'été	Liste noire	34	Terrestre	Risque fort	2009

[Annuaire du site](#)